

## Retraites: la retraite ?

C'est cet après-midi que l'Assemblée nationale devrait entériner le projet de loi sur les retraites que nous combattons. Si j'en crois la CGT locale, la bataille continuera en octobre, j'ai même entendu: *«tout l'hiver»!* Tachons de faire rapidement un point de situation.

La journée de grève nationale interprofessionnelle proposée en boucle par la CGT-FO depuis plusieurs mois n'aura pas lieu. Pas même ce jour crucial du vote des députés. En choisissant le 7 septembre comme date de mobilisation de rentrée contre ce projet, et sans proposition de reconduction des grèves jusqu'au 15, les grands stratèges syndicaux savaient ce qu'ils faisaient.

Selon le journal en ligne Mediapart, dans un long article consacré à Raymond Soubie (le conseiller social de l'Élysée), Alain Olive, secrétaire général de l'UNSA aurait déclaré que Soubie est la *«cheville ouvrière»* du *«compromis social implicite»* noué depuis fin 2008 entre l'Élysée et les syndicats». Le journal estime que l'objectif de ce compromis non dit est *«d'éviter que la marmite sociale n'explose»*, et celui des syndicats serait convergent: *«ils craignent d'être débordés sur le terrain et de ne pas être capables d'entraîner un vaste mouvement social»*.

Il est clair qu'un aspect de ce compromis social implicite est la position commune sur la représentativité syndicale et sa traduction législative par la loi du 20 août 2008. Même les opposants ne la combattent, sauf exception, qu'à fleuret moucheté, chacun espérant secrètement s'en tirer mieux que le voisin.

Un autre aspect est effectivement l'incompréhensible stratégie syndicale développée contre la réforme des retraites. Ainsi, aucun des autres «leaders» syndicaux n'a eu l'audace de démasquer la CFDT. Tous préfèrent laisser croire aux travailleurs qu'il peut y avoir un front syndical commun. Mais personne n'est dupe, surtout pas le camp d'en face qui se frotte les mains de ces querelles intestines bien mal cachées.

On peut déjà craindre une lourde défaite syndicale sur ce dossier, personne n'ayant finalement intérêt dans le camp syndical à infliger une défaite politique au pouvoir en place.

Encore une fois, à l'instar de ce qui s'est passé autour du référendum de 2005 sur le projet de traité constitutionnel européen, le syndicalisme peine à prendre toute sa place syndicale dans le débat politique. Quelques temps gommée par l'illusion née de la victoire contre le CPE en 2006, cette incapacité finit par renvoyer les travailleurs dans les urnes plutôt que sur les piquets de grève, avec les inéluctables amères déceptions.

Il y a quelques mois, j'avais titré un éditorial *«la CGT-FO aux côtés des salariés»*, ce qui m'avait attiré la remarque suivante: *«la CGTFO devrait être devant les salariés!»*. C'était à vrai dire parfaitement juste, et c'est l'enjeu des jours et semaines qui viennent.

**Yann PERROTTE**  
**15 septembre 2010**

# Le verrou CGT

*“Les frelons ne sucent pas le sang des aigles mais pillent les ruches des abeilles” - William Shakespeare*

Après les journées du 7 et du 23 septembre qui ont vu à chaque fois près de 3 millions de travailleurs manifester contre le projet gouvernemental de destruction des retraites, il est temps de se demander ce que nous voulons précisément, comment nous souhaitons l'obtenir et quels sont les obstacles rencontrés.

La revendication est claire, il s'agit du retrait pur et simple de ce qui maintenant est une loi votée par l'Assemblée nationale (mais pas encore par le Sénat, et quand bien même...) qui détruit notre droit à retraite (je ne reviendrai pas sur le contenu de la loi, il a suffisamment été analysé dans ces colonnes).

Ce mot d'ordre de retrait, la CGT et la CFDT se refusent obstinément à le reprendre à leur compte alors même que les grévistes et manifestants l'ont très majoritairement adopté. Les deux larrons, Chérèque et Thibault (...ensemble à la une du journal La Croix!) n'envisagent pas davantage de rompre avec la stratégie des journées d'action à répétition qui n'ont d'autres fins que d'épuiser la dalle ouvrière. Plus personne, depuis les trahisons de 1996 et de 2003, ne se fait d'illusion sur la véritable nature de la CFDT chantre de la doctrine sociale de l'Eglise, « *Ite, missa est* » passons!

Le véritable verrou aujourd'hui, c'est la CGT de Bernard Thibault. Le secrétaire général se refuse à envisager la possibilité même d'une grève interprofessionnelle ou d'un mouvement reconductible. C'est dire qu'avant même la réunion intersyndicale qui doit avoir lieu au lendemain de la journée d'action du 23, la feuille de route est tracée. Thibault, avec la morgue et la suffisance du petit chef, se permet même d'ironiser (en visant la CGT-FO): «*Nous ne faisons pas dans le slogan*».

Il est vrai que Monsieur Thibault est un homme important, un homme d'Etat pour tout dire, puisqu'il déjeune avec le patron des députés socialistes, JM Ayrault et déclare, à l'issue de ces agapes: «*Chacun est dans son rôle, nous sommes en dialogue permanent avec les partis politiques et nous avons en commun, avec le PS, de dénoncer l'injustice de ce projet et de demander son retrait*». Il n'y a guère qu'autour d'une bonne table que Thibault revendique le retrait de la réforme des retraites... mais là n'est pas le plus important. «*Chacun est dans son rôle et nous nous retrouvons sur un certain nombre de points fondamentaux, en dénonçant l'injustice de cette réforme*» a souligné JM Ayrault. Essayons donc de déterminer quelles peuvent bien être les convergences entre la CGT et le PS.

Pour ce faire, Martine Aubry, présidentiable s'il en est, peut sans doute nous éclairer: «*Nous n'avons jamais demandé la retraite à taux plein à 60 ans. (...) Ça fait très longtemps que l'âge légal (de 60 ans) n'est plus un âge de départ à taux plein, c'est 65 ans aujourd'hui en France depuis des années*». Et de reconnaître qu'«*il faudra qu'une majorité de Français travaillent plus longtemps*». «*Aujourd'hui, c'est 41 ans, nous proposons une régie*» prévoyant que «*quand l'espérance de vie s'accroît d'une année, il faudra six mois de plus de cotisation, donc de travail*». Pour Martine Aubry, il s'agit aussi de montrer que le PS est «*un parti de gouvernement*»: «*Je souhaite être crédible dans ce que je propose*».

Le rôle que Thibault assigne à la CGT serait donc de canaliser le mouvement social jusqu'à ce que le PS arrive au pouvoir pour mettre en œuvre une «*autre réforme*» afin «*qu'une majorité de Français travaillent plus longtemps*».

Selon l'agence Reuters, une source gouvernementale commente: *«Il y a des tentatives de lancer un mouvement reconductible mais elles sont aujourd'hui très minoritaires [...]. Les organisations qui comptent, CGT, CFDT ou Unsa, ne sont pas sur cette ligne».*

L'objectif est donc bien l'intégration des organisations syndicales à l'appareil d'Etat qui doit être finalisée par la mise en oeuvre de la loi sur la représentativité syndicale.

Les militants de la CGT, aussi habitués soient-ils à la discipline du centralisme démocratique, accepteront-ils, jusqu'où et jusqu'à quand, ce processus d'intégration? La création d'un collectif *"Ensemble pour un syndicalisme de lutte plus fort et plus efficace"* notamment par des *«dissidents»* de la CGT est peut être, malgré son caractère politico- syndical, un élément de réponse encourageant. Ainsi Xavier MATTHIEU (CGT) déclare-t-il: *«marre de promener le chien une fois par mois... il faut bloquer le pays...»*. Au-delà du très médiatique leader de Continental, ne serait-ce pas là le sentiment de nombreux militants de base à la CGT ? Wait and see...

La CGT-FO, quant à elle, se trouve dans une situation délicate. Force est de constater que, nonobstant quelques tergiversations et ambiguïtés qu'il ne convient pas de négliger, elle a su conserver le cap de l'indépendance syndicale en revendiquant le retrait du projet de loi sur les retraites (même si l'on peut s'interroger sur l'insistance de JC Mailly à réclamer *«une autre réforme»*) et en appelant de ses vœux une grève interprofessionnelle. Mais la question qui se pose est de savoir s'il est réellement possible de continuer à cautionner le syndicalisme rassemblé en participant aux manifestations unitaires, quand bien même ce serait sur les mots d'ordre de la confédération FORCE OUVRIERE.

Quoi qu'il en soit, on ne peut que se féliciter des déclarations de JC Mailly dans *«Les Echos»* du 22 septembre dont voici les principaux extraits. Selon lui, *“tout peut arriver tant le pays est marqué par les inégalités”*. Estimant que la *“mobilisation devrait être forte”* jeudi, il appelle les syndicats à *“organiser une suite rapidement et surtout à s'interroger sur les modalités d'actions”*. *“Les manifestations saute-mouton sont vouées à s'essouffler, on le sait tous”* affirme-t-il, appelant à *“mettre l'accent non plus sur les manifestations mais sur les arrêts de travail”*. Interrogé sur la proposition de la CFDT d'organiser une manifestation un week-end, JC Mailly répond qu'il *“doute de l'efficacité de cette approche, à mi-chemin entre l'action syndicale et l'action citoyenne”*.

Ces propos vont dans le bon sens, le problème est de savoir si JC Mailly saura en tirer toutes les conséquences. Car oui, maintenant plus personne ne peut douter qu'une énième manifestation quel que soit le nombre de manifestants ne fera pas vaciller un gouvernement sûr de lui et déterminé, encore moins une promenade dominicale telle que prônée par la CFDT! Oui, il faut bloquer le pays, la seule issue c'est une grève interprofessionnelle qui, si la classe ouvrière le décide, peut déboucher sur une grève générale. Ce n'est que la lutte des classes en actes qui peut balayer cette contre réforme des retraites! La CGT-FO a fait des propositions allant en ce sens, la CFDT propose de jouer la montre jusqu'à l'essoufflement du mouvement, autour de la CGT d'abattre ses cartes. Chacun doit prendre ses responsabilités et les assumer à l'avenir.

Que Thibault et consorts méditent cet épisode de la lutte des dockers de Liverpool en 1995, lorsque la responsable des femmes de dockers en grève interpellait un bureaucrate syndical en ces termes: *«N'insultez pas l'intelligence de la classe ouvrière!»*. Demeurons confiant dans la capacité d'analyse et d'action de la classe ouvrière et laissons le mot de la fin à notre camarade Alexandre Hébert : *«On se trouve dans un système bloqué, on n'évitera pas le surgissement de révoltes, sûrement coûteuses, mais salvatrices»*.

**Christophe Bitaud**

Au moment où les salariés se mobilisent massivement pour obliger le gouvernement à retirer la réforme des retraites, les «*partis de gauche*», au nom des lois du marché «*à visage humain*» et les confédérations syndicales CGT-CFDT, plus que jamais subsidiaires du gouvernement, volent au secours de cette réforme. En multipliant les journées qui se veulent unitaires, la CGT-CFDT et les «*partis de gauche*» cherchent à dévier le combat des salariés et le place sur le terrain électoral. L'unité syndicale, une «*théologie subsidiaire*». Ce problème, d'aujourd'hui et d'hier, est illustré par cet article d'Alexandre Hébert, une invitation à la réflexion, opposée à la pratique du suivisme et du formatage des totalitaires.

**Bertrand Kanban**

## DU MYTHE FASCISTE DE L'UNITE...

Par la grâce de Lapeyre\*, Pastre\* et Forestier\* (et peut-être aussi en raison de certains développements de la situation internationale) le problème de l'unité est de nouveau à l'ordre du jour.

Il me semble très significatif que ce problème de l'unité ouvrière préoccupe surtout des militants de la fonction publique. J'y vois une sorte de déformation professionnelle: le prolongement sur le plan syndical des tendances - inhérentes à l'Etat - au totalitarisme.

Pierre MONATTE a été scandalisé de mon expression «*le mythe fasciste de l'unité*».

Il faudrait, peut-être, s'entendre sur la signification à donner au mot fasciste.

Les marxistes qui sont, comme chacun le sait, de fameux casuistes, se sont ingénies à établir des distinguos subtils sur la «nature» des «*Etats fascistes*» et des «*Etats ouvriers*». Ces laborieuses dissertations étaient certainement nécessaires pour convaincre les esprits superficiels de mon espèce qui persistent, néanmoins, à ne pas trouver de différences fondamentales entre les réalités sociales stalinienne, hitlérienne ou mussoliniennes... (la liste n'est pas limitative). Dans tous les cas, le même fondamental mépris pour l'individu allègrement sacrifié au mythe de la Nation, de la Race ou...de la Classe.

Qu'on m'entende bien, je ne prétends pas nier l'existence de classes antagonistes, mais je me refuse à faire de classifications (toujours arbitraires) des absolus auxquels il convient de tout sacrifier.

Il est clair qu'il n'existe pas, ailleurs que dans l'esprit des faiseurs de systèmes, de classe ouvrière à l'état pur. Ou alors il faudrait donner raison aux «*autoritaires*» et accepter avec eux la «*dictature du prolétariat*» (un autre mythe fasciste) et , conséquences logiques: le parti unique, le syndicat unique. On sait où de telles conceptions ont mené le prolétariat russe. Trop de camarades s'en tiennent encore au schéma marxiste selon lequel tous nos maux proviendraient exclusivement de la «*propriété privée des moyens de production*», et que tout doit être subordonné aux nécessités de la lutte anticapitaliste. Il ne m'est pas possible de souscrire à une telle façon de voir qui me semble, pour le moins, dater un peu.

Notre ennemi c'est notre maître. Que son autorité s'appuie sur la propriété privée ou collective des moyens de production, me semble détail négligeable.

Dans tous les cas, je réclame pour la classe ouvrière le droit d'avoir des organisations de défense. Tous les étatistes sont des patrons en puissance, ni plus ni moins féroces que les autres. Tout dépendra des moyens de défense que nous saurons mettre en œuvre. Il faut dès maintenant multiplier les îlots de résistance non seulement aux actuels capitalistes mais aussi aux futurs «*patrons d'Etat*».

La volonté d'unité participe de resprit centralisateur et totalitaire (dans toute l'acception du terme) qui prétend tout regrouper et contrôler. Elle est la négation de l'esprit libertaire auquel je demeure plus que jamais attaché.

Il existe des courants ouvriers. Pourquoi vouloir les «*unifier*» dans une même organisation? Je ne suis pas dupe (et eux non plus certainement) des garanties formelles réclamées par Lapeyre, Pastre et Forestier pour le fonctionnement des tendances.

Faut-il rappeler que les statuts de l'actuelle C.G.T. sont restés ceux inspirés de la Charte d'Amiens ! L'expérience à laquelle, faute de mieux, il faut pourtant bien se référer, prouve que seul le pluralisme des organisations permet le développement et la survie des courants. L'unité organique aboutirait rapidement au triomphe de «*l'appareil*», c'est à dire au centralisme négateur de toutes les libertés, sans lesquelles aucune action féconde ne pourra être poursuivie en faveur de l'émancipation ouvrière.

Il n'est d'ailleurs pas mauvais de rapprocher le point de vue unitaire de Lapeyre de celui qu'il défend quant à la structure de la C.G.T.-F.O. Dans les deux cas, nous nous trouvons en présence d'un centralisateur (doublé d'un corporatiste). Il faut nous rendre à l'évidence : Lapeyre et ses collègues ne sont pas des militants ouvriers.

Qu'ils en soient conscients ou non, ils apparaissent comme les représentants de cette classe de technocrates qui cherche laborieusement à édifier les instruments de sa puissance. Les ouvriers ne sauraient être trop méfiants à leur endroit.

**Alexandre Hébert**

\* Roger Lapeyre, Fédération FO des travaux publics; Aimé Pastre, Services pénitentiaires CGT; Denis Forestier, Syndicat national des instituteurs; tous militant, à l'époque, pour la réunification de la CGT (ndlr).

En février 1910, l'hebdomadaire engagé «*La Guerre Sociale*»\*, publie, cet article signé par le Dr Madeleine Pelletier, avant le congrès de la S.F.I.O. à Nîmes, sur l'un des épisodes de l'histoire de la conquête, par la classe ouvrière, du droit à la retraite. Un texte centenaire..., mais qui résonne fortement avec notre actualité !

Assidue aux réunions féministes et anarchistes depuis son adolescence, Madeleine Pelletier (18 mai 1874 -19 décembre 1939), anthropologue, franc-maçonne depuis 1904, milite notamment pour le suffrage des femmes et le droit à l'avortement. Elle contribue à établir la Section Française de l'Internationale Ouvrière et est membre de son conseil national, de 1905 à la première guerre mondiale. Après un voyage en Russie en 1921, elle fait publier *Mon voyage aventureux en Russie communiste*. En 1926, elle quitte le parti communiste et rejoint le mouvement anarchiste.

\**La Guerre Sociale*, un journal «contre», période héroïque 1906-1911 de Gustave Hervé. Présenté par Raoul Vilette. Editeur: les nuits rouges (octobre 1998).

## Avant le congrès de Nîmes: la classe ouvrière contre les retraites...

Le rejet de la loi sur les retraites ouvrières par le congrès fédéral de la Seine tenu dimanche dernier (81 voix à la motion Flancette et 71 voix à la motion Méric) va mettre les réformistes et surtout les élus parlementaires dans un bien cruel embarras. Ils espéraient retourner devant les électeurs avec l'appât de cette mirifique réforme et voilà que la classe ouvrière ne veut pas de cette réforme ! C'est vexant !

Aussi faut-il voir les parlementaires et parlementaristes se démener. Tantôt ils se font suppliants : «*Voyons, soyez gentils*, dit Renaudel, *votez la loi; toutes les améliorations que vous y voudrez, on vous les fera...après les élections!*».

«*Voyons*, dit Sembat, *voulez-vous que des ouvriers fassent partie du Conseil de gestion des capitaux? Voulez-vous être assurés que même en cas de guerre désastreuse vos capitaux seront respectés ? Voulez-vous... ? Mais, je vous en conjure, veuillez d'abord ce que nous vous proposons !* ». La conciliation ne prenant pas, ils entrent alors en grande colère: «*Comment, puérils que vous êtes! On vous élabore une belle loi et vous la repoussez ! Vous voulez donc nous forcer à nous déjuger devant le pays? Ah, non! par exemple! cela ne se passera pas comme ça ou nous verrons!*» On ne verra rien du tout, et si le congrès de Nîmes décide que les élus auront à repousser le projet des retraites, je voudrais bien savoir comment ils feront pour le voter.

Je sais bien des décisions de congrès qui sont restées lettre morte. Mais, pour celle-ci, il faudrait désobéir de suite, et à la veille des élections. Ce serait trop scabreux, les élus n'oseraient pas. Et tout fait prévoir qu'on se prononcera dans le sens que nous indiquons. Au congrès de la Seine, des syndicalistes plutôt modérés comme Flancette, des guesdistes qui ne sont nullement antiparlementaires se sont élevés contre la loi. C'est, qu'en même temps que membres du parti, ils sont aussi syndiqués, et, que, sous l'éperon de la CGT, force leur est de bien marcher. Les élus socialistes auraient pu avoir un beau rôle s'ils avaient eu le courage de rester vis-à-vis du pouvoir dans une opposition constante, irréductible, violente.

De la tribune de la Chambre, grâce à la grande presse, la voix porte loin, infiniment plus loin que celle qui se fait entendre dans des réunions publiques. Si nos députés s'en étaient servis pour dénoncer à tout instant les iniquités sociales, pour faire le procès de la bourgeoisie, pour évoquer la guerre des classes et les violences prochaines, on leur eût pardonné bien des choses, peut-être même les quinze-mille (1).

Mais pour se maintenir, pour pistonner parents et amis, pour ne pas dire un définitif adieu aux fonctions ministérielles, ils se sont faits les replâtres de la société qu'ils étaient chargés de démolir.

Ils ont estompé le programme du Parti, transformé le collectivisme subversif en un vague démocratism...Escomptant l'inertie naturelle des masses, ils ont déconseillé la violence et prêché la paix sociale. Tant pis pour eux s'ils n'ont plus la confiance du prolétariat \ Aujourd'hui, la classe ouvrière les place avec les Ribot (2) de l'autre côté de sa barricade...

La bourgeoisie prenant peur, veut, pour avoir la paix, jeter au prolétariat un os à ronger, de fallacieuses réformettes: un repos hebdomadaire qu'on n'applique pas, une retraite de quelques sous par jour, à un âge que la majorité des ouvriers ne peut pas atteindre. Et les élus socialistes se sont faits les mandataires de cette bourgeoisie. Plus près de la classe ouvrière, ils entament avec elle, avant tout combat, la négociation d'un traité ridicule. Tant pis ! Ce que la classe ouvrière repousse, il est vrai à l'heure actuelle, ce n'est pas le principe des retraites, c'est seulement la capitalisation.

Mais nous n'en assistons pas moins à une évolution décisive du syndicalisme.

Aux offres de la bourgeoisie radicalisante et du Parti socialiste, la classe ouvrière répond par une fin de non recevoir. Elle fait son premier pas dans la voie du refus des réformes. Que nos élus se tirent de là comme ils pourront.

Madeleine Pelletier  
2 février 1910

(1)-Référence à l'augmentation de traitement (de 9 000 à 15 000 francs) que les députés, socialistes inclus, venaient de se voter.  
(2)-L'un des négociateurs de l'alliance franco-russe, premier ministre en 1892-93.

---

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»  
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé  
Abonnement pour 20 n°: 30 euros Abonnement de soutien : 40 euros  
Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER  
CCP: 9998 28D Nantes 19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé  
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste  
Fondateur de publication : Alexandre HEBERT  
Directeur : Christophe BITAUD

---